

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 14.049 - QUARANTIÈME ANNÉE - DIMANCHE 25 JUILLET 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 - Marseille

ANNONCES
Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. - Réclames : 2.75 - Falls divers : 5 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. - Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS
Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard 6 Mois 6 Mois Un An
et Basses-Alpes..... 9 fr. 9 fr. 17 fr.
Autres départements et l'Algérie..... 12 fr. 12 fr. 23 fr.
Étranger (Union postale)..... 15 fr. 15 fr. 30 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'Administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

Chronique Parisienne

Le gaz à Paris. — L'affichage des prix. — Aux plages. — Les Indésirables. — Inscriptions. — Les notaires. — Un surnom.

La population parisienne avait une crainte, une grande crainte : on faisait courir le bruit que le gaz viendrait à manquer ; or, certainement, on a redouté bien d'autres privations et d'autres difficultés ; on ne devait pas s'effrayer pour si peu.

La viande chère, le pain cher, c'est beaucoup de souci, beaucoup de peine ; mais si le gaz manquait, il semblerait que ce fut être une singulière aggravation de tous les maux. C'est pourquoi l'on a éprouvé une grande joie quand les pouvoirs publics ont déclaré que le gaz ne manquerait point et ne sera point payé plus cher qu'en temps normal.

Personne ne veut se rappeler le temps où l'on se passait de gaz dans les cuisines ; on n'ose envisager la perte de temps qu'occasionnait le fourneau à charbon, tant qu'il était jadis, avec le soufflet, fort souvent poussif, qui servait à aviver le feu, et le « diable » en toile qui conduisait la fumée sous le manteau de la cheminée.

Les fourneaux sont perfectionnés ; la cuisinière répond à tous les besoins, mais il n'est pas de petite cuisine qui, aujourd'hui, ne soit éclairée au gaz, et ne possède au moins le fourneau qui s'allume au contact d'une simple allumette.

C'est si simple, si pratique ! On a une fois été enchanté des paroles du ministre garantissant l'usage du gaz et le maintien des prix actuels.

La Compagnie ne molestera personne : voilà une chose réglée.

De leur côté, les bouchers viennent d'être soumis à l'obligation d'afficher le prix de la viande sur le montant même qu'ils mettent à l'étal ; cela, pour éviter les discussions devenues trop fréquentes. Combien cela est sage ; nous sommes si peu, à Paris, habitués à marchander, il nous faut le prix fixe, le cours de la balle, quelque chose qui nous prouve que nous payons ce qu'il faut payer et rien de plus.

C'est ce qui cause notre mauvais humeur, alors que, nous trouvant en villégiature dans certaines localités, même dans les petits trous pas chers, nous sommes obligés de discuter les prix et d'user de ruse pour savoir ce que paient les indigènes. Il nous plaît donc qu'on affiche les prix.

Tout cela c'est de l'ordre ; Paris aime l'ordre ; à cause des commodités qu'il procure et des ennuis qu'il écarte.

En somme, malgré la guerre, si proche de notre capitale, on ne peut pas dire que, jusqu'ici, cette capitale ait souffert matériellement ; soyons certains que c'est fort beau et qu'il a fallu faire beaucoup de résultat, beaucoup de soin et de prévision.

Maintenant, la question qu'on agit, c'est celle des déplacements pour les vacances. Nous n'avons pas bien compris pourquoi les gens tiennent si fort à s'en aller sur les plages de la Manche ou de l'Océan, au lieu de chercher tout bonnement l'air de la campagne, et à saluait aux enfants, les bois, la montagne ou la forêt ; la grande ceinture parisienne enserrée des endroits délicieux ; tout au long de la ligne d'Orléans on trouve des merveilles, des cotéaux fleuris, embaumés.

Au lieu de cela, on va chercher les galets ou les sables, et l'on nous assure pourtant qu'il y a des endroits exposés, d'autres où l'on peut gêner ou être gênés.

Ce qui, malheureusement, est certain, c'est que, malgré les précautions prises et malgré les pièces et les garanties que produisent les amateurs de plages, des espions trouveront le moyen de se procurer les renseignements nécessaires pour faire accepter leur présence où elle est indésirable.

Et alors, nous ne voyons pas la nécessité de faciliter leurs opérations. Pour être privé une année d'aller au bord de la mer dans tel ou tel endroit, on n'est pas à plaindre ; et à en ce moment d'autres soucis que celui-là et d'autres moyens de soigner les malades. Les grands malades, d'ailleurs, ne vont point vers ces stations.

C'est que, plus la guerre dure, plus nous nous sentons couloyés par ce peuple d'espions auxquels des gens, quelquefois sans malice, fournissent des renseignements.

Nous venons de voir que les journaux qui publient certains documents — photographiques ou autres — dans lesquels on indique les abris pour les soldats, ont été cause de la destruction de ces abris où les soldats étaient déjà trahis par leurs meilleurs amis et avec les meilleures intentions.

Cette révélation pouvait nous rendre discrets ! Si nous savions garder pour nous les lettres trop explicites, les photographies révélatrices !

Nous agissons avec une légèreté condamnable et nous devons pourrir savoir que toutes les lettres de soldats du front que comportent une foule de parents pleins d'orgueil ou de pitié, finissent par arriver où il ne faut pas qu'elles arrivent. Sinon les lettres, tout au moins les renseignements qu'elles contiennent.

Il faut bien l'avouer, la chose la plus difficile qui soit, c'est de se taire ; tout le prouve et rien ne nous corrige. Nous sommes même tentés de hausser les épaules quand nous trouvons dans un journal le petit blanc où se trouverait le nom d'une ville et le numéro d'un régiment.

A quoi bon ? disons-nous, les soldats écrivent dans leurs lettres... C'est possible ; il n'y a pas de quoi nous en réjouir. Les journaux allemands racontent beaucoup moins que les nôtres ; est-ce donc un mal ? nous ne le croyons pas.

Le bruit qui s'accroît en ce moment, c'est qu'il y aura une campagne d'hiver ; vous voyez donc à quel point nous avions raison en conseillant de profiter des longues et belles journées pour préparer en abondance les vêtements chauds. Cela ne veut pas dire que nous ayons une certitude au sujet de cette campagne, cela signifie simplement que nous ne voulons pas être pris au dépourvu.

Chez nous, la température presque toujours clémente, nous empêche de penser très souvent au froid, à l'humidité — pensons-y, d'avantage.

D'ailleurs, nous pouvons concevoir quelque fierté de notre attitude en général et dans toutes les circonstances : nous venons de constater que Marseille arriva en tête de ligne, cette fois encore, pour le chiffre des versements d'or dans les banques nationales. Sommes-nous les plus riches ou les plus dévoués ? Ce n'est point une question qu'il convienne de poser, chacun ayant fait, dans cet ordre de choses, tout le possible.

Disons seulement que Marseille est une ville toujours prête et que, d'ailleurs, le Midi moins éprouvé que les autres points du territoire, tient à honneur de s'imposer des sacrifices de compensation. C'est juste et c'est beau.

Or, ce n'est pas que la besogne puisse manquer, il y a tant de successions ouvertes.

N'oublions jamais que tout ce mal nous est venu par la volonté criminelle d'un homme, d'un seul homme qui, ayant pu dire non à cri : *Oui !*

Une Française, passionnément française, nous disait :

Des rois ont gardé dans l'histoire une qualification qui s'est attachée à leur nom au point de ne pouvoir jamais être séparé ; on a dit Louis le Grand, Charles le Chauve, le Hulin, le Cruel, le Père du Peuple, le Magnifique, le Sage, le Conquérant, le Fléau de Dieu... Il y a bien quelque chose à reprendre quant à ces appellations, bien qu'elles aient eu, à un certain moment, leur raison d'être ; et alors, ne serait-il pas juste d'attacher au nom de Guillaume II une étiquette infamante ? le mot, le qualificatif est à trouver, qu'on le cherche.

Que voilà bien une idée de femme. Et cependant nous ne la trouvons pas absurde ; il ne convient guère que le nom de Guillaume II prenne rang dans la chronique comme celui d'un chef d'Etat quelconque ; ce teur enrégé, cet homme qui

vole toutes les lois, égorge toutes les libertés, mérite un châtiement qui pèse sur les siens et lui survive.

Si l'on parvenait, dès maintenant, à le lui indiquer, qui donc oserait s'en plaindre ?

Les femmes, en somme, font leur devoir : il y en a bien qui ne méritent guère de compliments, ce sont les flâneuses désordonnées, que leurs voisines elles-mêmes désignent avec un certain dédain.

Le plus grand nombre est digne de louanges ; c'est pourquoi nous applaudissons de toutes nos forces à l'idée de leur accorder des récompenses motivées.

Par exemple, toutes les braves travailleuses qui ont donné des soins à la culture des terres, aux fenaisons, aux récoltes, à l'élevage, auront droit au ruban vert.

A tort bien entendu, on souriait en le regardant ce ruban vert dont on disait : *C'est l'ordre du pitre !*

Qui donc en souriait maintenant que les femmes, les toutes petites cultivatrices, le porteraient fièrement ?

Celles-là auront gagné en peinant, au prix de leurs sueurs, en se levant avant l'aube, en travaillant jusqu'à la tombée du jour ; nous les avons vues à l'ouvrage.

Et voici que se trouvera mis en lumière le vieux couplet de vaudeville qui s'achève ainsi :

Il faut des bras pour servir la patrie ;
Il faut aussi des bras pour la nourrir !

UNE MARSEILLAISE

357^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 24 Juillet.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant :

Nuit calme sur l'ensemble du front, si ce n'est dans les Vosges, où l'ennemi a prononcé plusieurs attaques au Reichackerkopf et sur les hauteurs à l'est de Metzlar.

Les Allemands ont été partout repoussés.

IL Y A UN AN

Samedi 25 Juillet

La situation devient de plus en plus menaçante. La visite de M. de Schoen, ambassadeur d'Allemagne, à M. Bienvenu-Martin, qui assure en l'absence de M. Viviani, l'intermédiaire des Affaires Étrangères, affirme le plein accord de l'Allemagne avec l'Autriche et la résolution des deux empires de fermer la porte à toute négociation pacifique.

Le gouvernement serbe fait connaître sa réponse à la note autrichienne. Cette réponse affirme le désir d'entretenir des relations de voisinage sincères et correctes avec l'Autriche, mais elle se refuse à tout geste qui serait contraire à la dignité nationale.

L'Autriche ne jugeant pas cette réponse suffisante, l'ambassadeur autrichien quitte Belgrade et le personnel de la légation. C'est la rupture des relations diplomatiques, mais la guerre n'est pas encore déclarée. Les troupes autrichiennes se mettent cependant en route vers la frontière serbe, et le général Putnik, généralissime de l'armée serbe, en voyage en Autriche, est retenu à la gare de Gratz.

A Berlin, on accueille la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie par des manifestations enthousiastes. A Saint-Petersbourg, l'ultimatum autrichien à la Serbie est considéré comme une provocation indirecte à la Russie. Le Conseil des ministres prend des mesures en vue de la mobilisation éventuelle de cinq corps d'armée. Une forte baisse se produit à la Bourse.

En France, l'émotion n'est pas moins considérable, et elle s'aggrave de l'absence des chefs du gouvernement, M. Poincaré et M. Viviani sont en effet aujourd'hui reçus officiellement à Stockholm, où ils sont tenus au courant des graves événements qui se produisent.

LA GUERRE

Nos troupes d'Alsace poursuivant leur offensive encerclent Munster

LA BATAILLE DE LA VISTULE SE POURSUIT AVEC ACHARNEMENT

Paris, 24 Juillet.
Le Conseil des ministres, réuni ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, s'est entretenu de la situation diplomatique et militaire.

LA SITUATION

De notre correspondant particulier

Paris, 24 Juillet.
Voici l'ennemi à peu près à la même distance de Varsovie que lors de sa dernière offensive. Sera-t-il, comme alors, battu et repoussé, ou bien, plus heureux, parce que mieux préparé, entrera-t-il dans la capitale de la Pologne ?

La question est angoissante, mais il ne faut point exagérer le danger. L'évacuation de Varsovie serait bien douloureuse au point de vue politique ; elle n'aurait au point de vue stratégique une réelle importance que si elle était accompagnée d'une véritable défaite des armées russes, et ceci les Allemands ne l'obtiendraient pas.

Entre la Vistule et le Bug, nos alliés résistent avec opiniâtreté, reculant pas à pas, en infligeant de lourdes pertes à l'ennemi. Au fond, tout dépend des réserves de munitions dont peuvent disposer nos alliés.

Sur notre front, nos escadrons aériens multiplient leurs exploits avec une régularité impressionnante, et nos troupes d'Alsace encerclent Munster, repoussant toutes les contre-attaques de l'ennemi.

MARIUS RICHARD.

Ils vendent en Suisse le Champagne volé à Reims

Lausanne, 24 Juillet.
En quatrième page d'un des derniers numéros de la Gazette de Zurich, une maison d'expédition de Metz informe sa clientèle de l'arrivée en Suisse d'un important envoi de vins de Champagne français de première marque, offert à 50 % au-dessous du prix d'achat. Il s'agit apparemment de vin volé par les Allemands dans les caves de Reims et d'Épernay.

M. Poincaré sur le Front

Paris, 24 Juillet.
Le président de la République est allé, hier, examiner l'organisation de nos premières lignes au nord de l'Aisne, et il a notamment visité les tranchées du bois Foulon.

Ans para M. Marcel Bally, infirmier du 4^e zouaves retour d'Allemagne.

NOS PRISONNIERS EN ALLEMAGNE

La Vie au Camp de Niedzwehren

Un de nos concitoyens, M. Marcel Bally, infirmier au 4^e zouaves, qui, blessé et fait prisonnier à la bataille de Charleroi, fut interné par la suite au camp de Niedzwehren, près de Cassel, vient, après dix mois de captivité, d'être renvoyé en France avec un convoi de 600 infirmiers français échappés en vertu des conventions.

M. Marcel Bally, qui vient passer dans notre ville le congé de quelques jours qui lui a été accordé, avant de rejoindre le dépôt de son régiment, a bien voulu donner, pour les lecteurs du Petit Provençal, quelques détails sur la vie que mènent les prisonniers alliés à Niedzwehren.

Ce camp est un des plus vastes de l'Allemagne. On y a concentré 8.000 Français et 10.000 Russes ; il y a aussi quelques Anglais et quelques Belges, ces derniers appartenant à la population civile. Sauf les infirmiers, qui étaient occupés à soigner les malades, les prisonniers de Niedzwehren étaient astreints à un travail très pénible de terrassement et de confection de route. Des senti-

mentels tels que le *Bruxellois* et la *Gazette des Ardennes*. Il n'y était question, bien entendu, que de victoires allemandes. Les troupes françaises étaient sans cesse battues et l'armée de von Kluck ou du Kronprinz sous les murs de Paris. C'est ainsi que nous apprimes que la révolution avait éclaté en France, sans que nous puissions savoir exactement où il en était, et que le président Poincaré était mort assassiné.

Inutile de vous dire que nous ne croyons pas un mot de ces balourdises et d'autant moins que certains prisonniers réussissent à recevoir, adroitement, dissimulés dans leurs colis, des coupures de journaux français qui avaient vite fait de faire, sous le manteau, le tour du camp. Ensuite, quand les officiers préposés à notre garde s'en venaient, fanfaronnant, nous conter les prouesses des armées du kaiser, nous nous contentions de sourire.

Les prisonniers de Niedzwehren, à l'exception de beaucoup d'autres, ne touchaient pas leur solde. N'avaient d'argent

Malgré cela, le soir de la fête de la République, nous avons donné notre petit concert comme d'habitude en l'agrémentant de quelques *Marselles* chantées dans le dos de nos sentinelles qui ne disaient rien. L'ordinaire ne fut ni meilleur ni pire que les autres jours.

— Fumiez-vous ?
— Dans les premiers mois, cela nous fut interdit ; aussi, fallait-il voir les malheureux fumeurs se livrer à des ruses de collégiens pour griller une cigarette qu'ils se procuraient à leur tour. Au mois de janvier, nous fumes avertis que nous trouverions du tabac à la cantine. Le Juif Allemand nous vendait pour sept sous 100 grammes d'un gros tabac allemand, un peu semblable à notre « tabac de zone » et qui n'était pas mauvais du tout.

— Comment vous a-t-on appris votre liberté ?
— C'était le lendemain du 14 juillet. On nous rassembla tous les infirmiers français et l'on nous annonça que nous allions être



PRISONNIERS FRANÇAIS ET RUSSES CONCENTRÉS AU CAMP DE NIEDZWEHREN, PRES CASSEL (Le n° 1 indique l'infirmier Bally ; le n° 2, le soldat Perrier, de Pierrelatte)

changés. Vous devinez notre joie. Nous croyions rêver. Le lendemain, nous fumes à nouveau rassemblés et dépouillés de tout ce qui pouvait servir d'indications sur notre séjour en Allemagne. A 4 heures du matin nous quittâmes Niedzwehren par le chemin de fer. Le lendemain nous étions à Constantine. Nous y attendîmes deux jours le train qui devait nous conduire en Suisse.

Avant de partir nous fumes à nouveau fouillés. Tous ceux qui avaient réussi à conserver quelque monnaie d'or française furent obligés de la donner en échange de billets. Nous traversâmes la Suisse où nous fumes bien accueillis. A Bellegarde, nous fumes reçus par un détachement d'infanterie, mustique en tête. On nous jura la *Marseillaise* et l'on but du champagne à notre libération. Et puis, ce fut Lyon, dont nous partîmes chacun de notre côté pour un congé de quelques jours, revoir les nôtres ; prendre un peu de repos et nous « retaper » un peu, car nous en avons besoin.

— En somme, quelle impression rapportez-vous de votre séjour en Allemagne touchant la guerre ?
— D'après les conversations que les sentinelles allemandes et les sous-officiers ont eu avec nous, j'ai cru comprendre que la population allemande trouve la guerre atrociement longue et aspire le jour de ses forces à sa fin. Les Allemands ne se cachaient pas pour dire, d'ailleurs, qu'ils désiraient vivement une alliance avec la France, et qu'ils ne désespèrent pas de voir ce désir se réaliser un jour.

Au début du printemps, nous fumes visités par une commission d'enquête suisse, qui ne put voir malheureusement que les dehors de notre situation.

J'ai appris, depuis mon arrivée, que les prisonniers allemands sont chez nous bien traités quant au régime. Il est fâcheux que les Français, à l'abas, ne bénéficient pas de la réciprocité.

André Negri

